

CRISES ET PRODUCTION DE SAVOIRS : ÉTAT DES LIEUX DES UNIVERSITÉS AU SAHEL

26 juin 2024

INTRODUCTION

Les crises sécuritaires et politiques dans le Sahel ont des conséquences directes sur le fonctionnement des universités. Les conflits armés, l'instabilité politique et les attaques terroristes ont entraîné la fermeture de nombreuses institutions, l'exode des enseignants et des étudiants, ainsi qu'une réduction drastique des financements publics.

Malgré ces difficultés, ces crises offrent une opportunité de redéfinir la mission des universités. Celles-ci doivent se positionner comme des acteurs essentiels dans l'analyse des causes des crises et dans l'élaboration de solutions adaptées aux réalités locales. Cependant, la fragilité des infrastructures et la pénurie de ressources demeurent des obstacles majeurs à la mise en œuvre de ces initiatives.

Bien que les universités du Sahel produisent des savoirs de qualité, ceux-ci restent souvent déconnectés des réalités pratiques et des besoins immédiats des populations. Les recherches sont fréquemment théoriques, et leurs résultats peinent à être intégrés dans les processus de décision politique. Le fossé entre la production académique et les préoccupations quotidiennes des citoyens limite l'impact de ces savoirs sur la gestion des crises. Pour que ces recherches aient un réel effet, il est indispensable qu'elles soient adaptées aux enjeux locaux et intégrées dans les stratégies publiques de gestion des crises.

Les universités jouent un rôle crucial dans la régulation des crises au Sahel. Elles doivent dépasser leur mission traditionnelle de formation pour devenir des centres de réflexion stratégique sur les causes des crises, qu'elles soient sociales, économiques ou politiques. Grâce à leur capacité à mobiliser diverses disciplines, elles sont particulièrement bien placées pour proposer des solutions innovantes et durables.

LES PANÉLISTES INVITÉS

Ont pris part à cette table ronde virtuelle :

- **Dr. Jacqueline Konaté**, Directrice générale du Centre d'intelligence artificielle et de robotique (CIAR-Mali)
- **Dr. Oumarou Hamani**, Directeur scientifique du Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local au Niger (LASDEL)
- **Pr. Abdoul Karim Saidou**, Agrégé de Science politique à l'Université Thomas Sankara
- **Pr. Moussa Batchily Ba**, Enseignant-chercheur en histoire et civilisation à la retraite à l'Université de Nouakchott

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- L'instabilité socio-politique a profondément affecté le système universitaire au Mali, entraînant des années marquées par une grande irrégularité. Les grèves répétées, tant des enseignants que des étudiants, ont perturbé le déroulement normal des années académiques. Ce phénomène a eu pour conséquence directe des chevauchements d'années, compliquant la planification et la validation des cursus. Le système LMD, qui repose sur un nombre d'heures spécifiques pour valider une année, a souffert de cette instabilité, les étudiants n'ayant pas toujours la possibilité de compléter leur formation dans les délais impartis.
- Face à cette situation, les autorités ont souvent privilégié la sécurité, reléguant au second plan les revendications liées à l'éducation et aux conditions de travail des enseignants. Cette approche a contribué à détériorer davantage le climat social, notamment au Mali, où les grèves illimitées des enseignants ont paralysé les universités pendant plusieurs mois.
- Alors que l'impact des grèves est immédiatement visible dans des secteurs comme les finances publiques où même un ou deux jours de grève peuvent perturber la gestion économique, les conséquences des grèves universitaires restent souvent invisibles à court terme. Pourtant, ces perturbations prolongées nuisent gravement à l'avenir du pays, car un système éducatif défaillant finit par affecter l'ensemble des autres secteurs de la société.
- Une autre conséquence préoccupante est l'exode des meilleurs enseignants. Face à la lenteur des réformes et aux conditions de travail difficiles dans les universités publiques, nombre d'entre eux choisissent de rejoindre des institutions privées ou de partir à l'étranger.
- Il est difficile de ne pas s'interroger sur le fait que le Burkina Faso, qui a connu l'insurrection populaire de 2014 mettant fin à près de 27 ans de pouvoir autoritaire sous Blaise Compaoré, se retrouve aujourd'hui plongé dans une série de crises enchevêtrées : sécuritaire, économique, humanitaire, identitaire, etc.
- Cette situation contraste fortement avec l'image que le Burkina Faso renvoyait auparavant, celle d'un pays stable dans une région proie à des conflits, notamment en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger. Jadis considéré comme un médiateur régional lors de multiples crises, le pays a vu sa stabilité se détériorer rapidement. Pourtant, la région connaissait déjà des tensions, des guerres civiles, des rébellions, des crises économiques et des défis sécuritaires bien avant que le Burkina Faso ne soit lui-même plongé dans la tourmente.
- Ce manque de vision à long terme et d'anticipation des crises qu'elles soient politiques, économiques ou sécuritaires semble être l'une des causes principales de la situation actuelle.
- Un autre point important est la faible mobilisation des savoirs, tant modernes que traditionnels, face à la crise. L'une des principales faiblesses réside dans l'absence d'une réflexion approfondie, nourrie par les savoirs académiques et les expertises disponibles. Les centres de recherche, les universités et les intellectuels en général n'ont pas été suffisamment sollicités pour proposer des solutions durables. Les savoirs traditionnels, pourtant riches en mécanismes de régulation sociale et politique, ont eux aussi été négligés. Ce déficit de mobilisation des connaissances a contribué à aggraver la gestion des crises. La situation actuelle démontre l'importance cruciale de l'anticipation et de l'intégration des savoirs dans les processus de régulation sociale.
- En remontant aux débuts des années 2000, on constate que les signes d'insécurité étaient déjà présents au Niger, bien que principalement localisés à la périphérie des centres urbains. À cette époque, les tensions intercommunautaires souvent liées à l'accès aux ressources naturelles telles que l'eau ou la terre étaient palpables, mais sous-estimées ou mal gérées par les autorités.

- La chute du régime de Kadhafi a marqué un tournant décisif, précipitant le pays dans une instabilité durable. Cependant, cette insécurité n'est pas un phénomène récent : elle puise ses racines dans des tensions anciennes, mal anticipées et des conflits non résolus. Aujourd'hui, la crise sécuritaire au Niger est généralisée, touchant non seulement le nord, mais aussi le sud et l'est du pays.
- Ce chaos est le résultat de décennies de négligence face à des signaux d'alerte pourtant visibles. Un exemple emblématique est celui du département de Ouallam, marqué par des conflits intercommunautaires, notamment entre les Zarma et d'autres groupes ethniques autochtones. Le « drame de l'Utah », événement marquant, illustre comment ces tensions, initialement perçues comme localisées, ont progressivement dégénéré.
- Le vol de bétail, souvent perpétré par des bandits venus de pays voisins, constituait un problème récurrent pour les éleveurs peuls, mais ces incidents étaient alors considérés comme marginaux. Les autorités, peu réactives, n'ont pas su prendre la mesure du danger. Pourtant, ces conflits apparemment isolés étaient déjà les signes avant-coureurs d'une insécurité en expansion.
- La Mauritanie se distingue, ces dernières années, par une certaine stabilité, notamment sur le plan sécuritaire. Toutefois, en tant que membre de la région sahélienne, cette stabilité ne signifie pas absence de défis, surtout au regard de la montée des crises dans les pays voisins.
- Il est utile de rappeler qu'il y a une dizaine d'années, les préoccupations régionales portaient principalement sur des enjeux environnementaux : sécheresse, désertification, éducation, traités dans le cadre du Club du Sahel à travers des politiques d'aide et des stratégies sectorielles.
- La situation a depuis évolué vers des crises bien plus violentes et idéologiques, centrées sur des luttes pour le pouvoir et souvent motivées par des considérations identitaires et religieuses. Ce changement interpelle : pourquoi n'a-t-on pas su anticiper ces transformations ni les analyser de manière adéquate ?
- Les réponses apportées semblent majoritairement venir de l'extérieur, sans réelle réflexion endogène sur les évolutions sociales internes. Cette incapacité à fournir des réponses appropriées, notamment au Sahel, met en lumière des contradictions internes qui, autrefois, pouvaient être gérées par des politiques ciblées. Aujourd'hui, le système éducatif est fragilisé, la croissance sociale est entravée, et une grande partie des ressources est orientée vers des solutions extérieures, au détriment des approches locales.
- Ces dernières années, l'enseignement supérieur au Burkina Faso et dans les pays voisins, comme le Niger, a connu de profondes mutations. On observe une multiplication des universités, rompant avec une époque où Ouagadougou concentrait l'essentiel de l'offre universitaire. Cette expansion s'est accompagnée d'une diversification des formations, d'une augmentation des effectifs étudiants et enseignants, ainsi que d'une volonté accrue d'intégrer le numérique dans l'apprentissage. Par exemple, le Burkina Faso dispose aujourd'hui d'une université virtuelle fonctionnelle et de plusieurs initiatives visant à professionnaliser les enseignements. L'Institut universitaire de formation initiale et continue, rattaché à l'Université Thomas Sankara, en est une illustration. Il propose non seulement des licences et des masters, mais aussi des certificats et des formations à la carte, démontrant ainsi une volonté d'adaptation aux besoins du marché du travail. Cette dynamique se traduit également par la création, dans les universités publiques, de vice-présidences chargées des relations avec le secteur privé, soulignant l'importance croissante de l'employabilité dans les choix stratégiques des établissements.
- Cependant, cette expansion s'opère dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint. Malgré les bouleversements politiques depuis 2012 et l'instauration de régimes de transition, la tendance générale reste inchangée : les budgets alloués à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique sont en diminution constante. Ce phénomène s'est accentué avec la crise sécuritaire qui frappe le pays. Face à la montée du terrorisme, le Burkina Faso a dû revoir ses priorités budgétaires, avec une augmentation massive des dépenses militaires. Depuis la présidence de Roch Marc Christian Kaboré jusqu'à celle du capitaine Ibrahim Traoré, le budget de la défense n'a cessé de croître. La formation et l'équipement de plus de 50 000 Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP), mobilisés en appui aux forces armées, exigent des ressources conséquentes. Ainsi, la hausse des dépenses sécuritaires s'est faite au détriment de secteurs clés comme l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. Ce paradoxe

est frappant : alors que le pays traverse une crise multidimensionnelle, la mobilisation des savoirs et des chercheurs, qui pourraient apporter des réponses stratégiques et intellectuelles, reste sous-exploitée faute de moyens suffisants.

- Un autre enjeu majeur réside dans la situation des sciences sociales et juridiques, disciplines intrinsèquement liées aux dynamiques politiques. Dans un contexte où les libertés académiques et d'expression se réduisent, la production de savoirs en sciences sociales devient de plus en plus complexe. L'environnement actuel ne favorise pas un débat ouvert et critique, pourtant essentiel au développement d'une pensée scientifique indépendante. On observe une montée des discours prônant la « décolonisation des savoirs » et des pratiques académiques, notamment dans les cercles panafricanistes et souverainistes. Si cette volonté de réappropriation intellectuelle peut être légitime, elle se traduit parfois par une méfiance exacerbée envers les chercheurs et les intellectuels, perçus comme des relais d'un système à déconstruire. Cette défiance, couplée aux restrictions croissantes des libertés, limite les marges de manœuvre des universitaires et réduit leur capacité à contribuer efficacement aux débats et aux solutions face aux défis du pays.
- Ainsi, la situation universitaire au Burkina Faso et dans la région se trouve à la croisée des chemins. D'un côté, les institutions cherchent à s'adapter aux nouvelles réalités en diversifiant les formations et en renforçant les liens avec le secteur privé. De l'autre, elles subissent une contraction budgétaire et un climat politique qui fragilise la production intellectuelle, notamment dans les sciences sociales. Ce paradoxe souligne l'urgence de repenser les priorités : face aux crises sécuritaires et économiques, la mobilisation des savoirs et la valorisation de la recherche devraient être considérées comme des leviers stratégiques, et non comme des secteurs secondaires. Loin d'être un luxe, l'enseignement supérieur et la recherche constituent des piliers essentiels pour anticiper et répondre aux défis contemporains.
- L'université et la recherche en Afrique de l'Ouest sont influencées par divers facteurs politiques, économiques et sociaux. Ce constat peut être analysé à travers trois niveaux principaux : la politisation des campus, l'instabilité institutionnelle et les défis structurels du système universitaire lui-même. La politisation du monde universitaire n'est pas un phénomène nouveau. Depuis plusieurs décennies, de nombreux enseignants-chercheurs sont cooptés par les régimes en place pour occuper des fonctions de conseillers, de ministres ou d'autres postes à forte influence politique. Certains enseignants affichent d'ailleurs ouvertement leurs affiliations politiques et mettent en place des groupes informels pour défendre des idéologies particulières.
- Malgré un contexte souvent marqué par des crises politiques et sociales, certaines universités de la région ont réussi à maintenir un niveau de stabilité fonctionnelle. Au Niger, par exemple, le nombre de grèves a considérablement diminué ces dernières années. Les efforts de l'État, principal financeur des universités, ont permis de limiter les interruptions des enseignements et de garantir une meilleure continuité des programmes académiques. Cependant, l'inadéquation entre l'augmentation constante du nombre d'étudiants et l'insuffisance des infrastructures pénalise le bon déroulement des années académiques. Les gouvernements investissent dans la construction de nouvelles infrastructures, mais ces efforts restent en deçà des besoins réels.
- L'un des enjeux majeurs de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest est le financement de la recherche. Si des avancées notables ont été réalisées avec la création de laboratoires et d'équipes de recherche autour de thématiques spécifiques, la majorité des financements provient encore de l'extérieur. Ce constat soulève une question cruciale : à qui servent les savoirs produits par les universités africaines ? Dans bien des cas, les recherches sont commanditées par des bailleurs internationaux qui cherchent à mieux comprendre certaines dynamiques sociales, politiques ou économiques. Les résultats de ces travaux sont ensuite exploités par ces mêmes bailleurs pour orienter leurs politiques d'aide au développement.
- Ce phénomène pose un véritable problème de souveraineté scientifique. Les États africains financent très peu la recherche et, par conséquent, en perdent la maîtrise et la valorisation. Le manque de financements locaux a également des répercussions sur la structuration des communautés scientifiques. Il existe encore très peu de réseaux de chercheurs exclusivement africains, soutenus par des fonds africains, travaillant sur des problématiques spécifiquement africaines. De nombreux universitaires africains sont

intégrés dans des think tanks et des réseaux internationaux, ce qui accentue la dépendance extérieure et limite les dynamiques locales de production et d'application des savoirs.

- Le rôle des sciences sociales, en particulier de la science politique, est essentiel pour formuler des réponses efficaces aux défis sécuritaires. Si la production de recherche dans ce domaine est abondante, elle demeure largement méconnue et sous-exploitée par les décideurs. Cette déconnexion entre la recherche académique et les politiques publiques constitue un problème majeur qu'il est urgent de résoudre.
- L'un des principaux obstacles réside dans le fossé entre la production académique, souvent exprimée dans un jargon technique, et les décideurs politiques, qui ne disposent pas toujours des outils nécessaires pour exploiter pleinement les résultats de cette recherche. Les chercheurs, souvent perçus comme des observateurs extérieurs, se trouvent parfois dans une position délicate, leurs analyses étant interprétées comme des critiques ou des remises en question des décisions en place.
- Ainsi, la relation entre les chercheurs et les responsables politiques est souvent tendue, car les résultats de la recherche peuvent être perçus comme une forme de contestation. Il est également important de rappeler que le chercheur se consacre à la production de savoir, mais ne doit pas nécessairement être impliqué dans la mise en œuvre des politiques. Lorsqu'un chercheur participe directement à cette mise en œuvre, il se retrouve à la fois juge et partie, ce qui soulève des enjeux éthiques et pratiques.
- Malheureusement, dans de nombreux cas, les décideurs se tournent encore vers des figures non spécialisées, telles que des charlatans ou des marabouts, qui, grâce à des discours séduisants mais infondés, obtiennent l'adhésion populaire. Cela constitue un véritable défi pour les producteurs de savoir, souvent concurrencés par des vendeurs d'illusions.

RECOMMANDATIONS

- Accroître l'importance stratégique de l'éducation. Il est essentiel que les autorités maliennes considèrent l'éducation comme une priorité stratégique, au même titre que d'autres secteurs vitaux tels que la sécurité. Cette reconnaissance permettra non seulement de renforcer le système éducatif, mais aussi de garantir la stabilité et la prospérité du pays à long terme. Une telle vision doit s'ancrer dans une politique nationale cohérente, encourageant la formation continue, l'innovation pédagogique et l'intégration des savoirs locaux.
- Valoriser le rôle des intellectuels dans la régulation des crises. Les intellectuels, chercheurs et universitaires doivent être pleinement intégrés aux mécanismes de gestion et de régulation des crises. Leur expertise, notamment dans l'analyse des causes profondes des crises sociales et économiques, est indispensable. Il est crucial que les autorités reconnaissent et valorisent cette contribution intellectuelle afin que les réponses aux crises ne soient pas uniquement politiques ou militaires, mais aussi éclairées par des analyses rigoureuses prenant en compte les réalités sociales, culturelles et économiques du pays.
- Développer une politique nationale cohérente en sciences et technologies. Pour exploiter pleinement le potentiel du Mali dans le domaine des sciences et technologies, il est impératif de mettre en place une politique nationale cohérente qui soutienne les talents locaux. Ce cadre doit inclure un financement ciblé et offrir un environnement propice à l'émergence de solutions adaptées aux besoins du pays, tout en encourageant l'innovation locale. Les autorités, en collaboration avec le secteur privé et les chercheurs, doivent créer des infrastructures capables de répondre aux défis actuels et futurs, notamment en matière de technologie et d'innovation.
- Renforcer la collaboration entre chercheurs et décideurs. Il est primordial d'établir des mécanismes de collaboration solides entre chercheurs, décideurs politiques et acteurs sociaux. Des comités consultatifs ou des plateformes de dialogue devraient être mis en place afin que les résultats de la recherche influencent directement les décisions politiques. Cette approche permettra de garantir que les politiques publiques, en particulier dans des domaines sensibles comme la gestion foncière et

l'éducation, reposent sur des données probantes et soient adaptées aux réalités du terrain.

- Renforcer les capacités des chercheurs en plaidoyer et en communication. Il est nécessaire d'investir dans la formation des chercheurs, notamment dans le domaine du plaidoyer et de la communication. Bien que nombre d'entre eux produisent des recherches de grande qualité, ils manquent souvent des outils nécessaires pour influencer l'espace public et interagir efficacement avec les décideurs. Des programmes de formation spécifiques doivent être mis en place pour leur permettre de mieux communiquer leurs résultats aux acteurs sociaux et politiques, rendant ainsi leur travail plus accessible et utile à l'ensemble de la société.

CITATIONS DES INVITÉS

« Si vous voulez des savoirs, il faut les financer. Or, les financements viennent toujours de l'extérieur, malheureusement, et c'est cet extérieur-là qui tire profit des savoirs. » Dr Oumarou Hamani, Directeur scientifique du Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local au Niger (LASDEL)

« Le chercheur et le savoir scientifique sont souvent perçus comme des ennemis par les politiques. Il faudrait que les dirigeants aient davantage confiance dans les centres de recherche. » Dr Oumarou Hamani, Directeur scientifique du Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local au Niger (LASDEL)

« Aucune nation ne peut se développer ni prospérer sans une véritable souveraineté en matière de production de connaissances et de savoirs. » Sibiri Jean Zoundi, membre du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)

« En dépit de l'immensité des défis agricoles et alimentaires, l'investissement dans la recherche agricole en Afrique a chuté de 0,54 % à 0,39 % du PIB agricole entre 2000 et 2016. » Sibiri Jean Zoundi, membre du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)

« Tous les problèmes que nous observons dans les autres secteurs trouvent, quelque part, leur source dans le système éducatif de manière générale. » Dr Jacqueline Konaté, Directrice générale du Centre d'intelligence artificielle et de robotique (CIAR-MALI)

« Il existe un grand déséquilibre entre les effectifs d'étudiants en sciences humaines et ceux dans les Sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM), alors que, depuis quelque temps, la création d'emplois se fait davantage dans ces domaines. » Dr Jacqueline Konaté, Directrice générale du Centre d'intelligence artificielle et de robotique (CIAR-MALI)

« C'est justement à travers les savoirs, l'esprit critique et la réflexion que l'on peut véritablement formuler des réponses adaptées aux crises auxquelles nous sommes confrontés. » Dr Abdoul Karim Saidou, Agrégé de Science politique à l'Université Thomas Sankara

« Il faut beaucoup de pédagogie et de patience pour amener les étudiants à comprendre que le fait d'être critique ne signifie pas que l'on n'aime pas son pays ou que l'on est contre le gouvernement. » Dr Abdoul Karim Saidou, Agrégé de Science politique à l'Université Thomas Sankara

« On fait de la recherche, mais lorsqu'on formule des recommandations, les décideurs les ignorent, car ils n'en ont pas besoin pour continuer à gouverner. » Dr Moussa Batchily Ba, Enseignant-chercheur en histoire et civilisation, retraité de l'Université de Nouakchott

« L'un des problèmes actuels de la recherche, c'est le manque d'implication de la diaspora. » Dr Moussa Batchily Ba, Enseignant-chercheur en histoire et civilisation, retraité de l'Université de Nouakchott

« Nous avons une nouvelle génération de jeunes enseignants-chercheurs connectés, capables de mobiliser des fonds et de produire de la recherche. Il faudra trouver le moyen de faire en sorte que cette production

de savoir ait un impact réel sur le développement économique et social des pays. » Halidou Ibrahim Hima, Enseignant-chercheur à l'Université UAM de Niamey

« Le développement de la recherche endogène en Afrique est un domaine que nous négligeons, et la crise du Covid a bien montré tout le potentiel que l'Afrique pourrait avoir en matière de production scientifique. » Célestin-Alexis Agbessi, Enseignant à l'Université Paris Cité, médecin-chercheur à la Faculté des sciences de Cotonou et coordinateur de la médecine d'urgence

« La question qui se pose est celle de la régionalisation, notamment : comment conjuguer le coût astronomique de la recherche aujourd'hui avec la massification de l'enseignement supérieur dans les universités africaines ? » Célestin-Alexis Agbessi, Enseignant à l'Université Paris Cité, médecin-chercheur à la Faculté des sciences de Cotonou et coordinateur de la médecine d'urgence

POUR ALLER PLUS LOIN

VIDÉO DE LA CONVERSATION



Le site internet principal de WATHI

www.wathi.org



facebook.com/wathi.org/



[@WATHI_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi_think_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

